



## **Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques**

*Organisme doté du statut consultatif auprès du Conseil Économique et Social des Nations Unies*

### **DÉCLARATION DU CEDS DE DAKAR DANS LE CONTEXTE DES SANCTIONS DE LA CEDEAO CONTRE LE MALI**

La conférence des chefs d'États et de gouvernements de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), réunie en session extraordinaire le dimanche 09 janvier 2022 à Accra en République du Ghana, a décidé de renforcer et d'imposer de nouvelles sanctions incluant la fermeture des frontières et des restrictions économiques et financières contre le Mali, en réponse à la volonté agitée par Bamako de repousser la date des élections, pour le retour à un régime civil, initialement prévues en février 2022.

La réaction des autorités maliennes qui jugent les sanctions «illégales et illégitimes» ajoute au différend déjà profond entre la transition et la CEDEAO.

Le CEDS de Dakar, Organisation Internationale Non Gouvernementale, à vocation académique, diplomatique et stratégique, spécialisé dans la réflexion géostratégique et la recherche de solutions pacifiques aux conflits, constate avec regret, la rupture du dialogue entre les autorités maliennes et celles des institutions sous régionales avec des positions extrêmes de part et d'autre, dans le cadre d'un jeu fermé qui n'augure aucune sortie de crise.

A cet égard, le CEDS de Dakar, cadre de réflexion et force de proposition, engagé depuis plusieurs décennies déjà, dans le renforcement des capacités des hauts cadres dirigeants et décideurs politico-militaires de la quasi-totalité des pays africains, ne saurait rester indifférent à cette crise qui menace non seulement les intérêts du Mali mais également ceux des autres pays de l'espace communautaire.

C'est donc dans ce contexte que, tout aussi solidaire des profondes aspirations des peuples d'Afrique, du Mali notamment, et des préoccupations de la CEDEAO de faire de son espace communautaire un havre de paix, de liberté, de prospérité, de sécurité et de démocratie, le CEDS de Dakar fait les recommandations suivantes :

- Le retour au dialogue constructif et réaliste entre les autorités maliennes et la CEDEAO en vue de parvenir à un plan de sortie de crise qui tienne surtout compte des aspirations légitimes du peuple malien, toutes tendances politiques et sociales confondues ;

.../...

- La nécessité urgente pour les autorités de la transition, de s'accorder avec toutes les composantes du peuple malien, en vue d'adopter, sur la base d'un consensus national, un chronogramme de la transition en envisageant, la possibilité de le caler, approximativement, sur le reste de la durée du mandat de l'ex président démissionnaire, dont le terme est prévu en Septembre 2023 ;
- La suspension de toutes les sanctions portant sur la fermeture des frontières pour faciliter les déplacements dans le cadre des activités de médiation et la reprise des échanges entre les acteurs économiques de la sous-région ;
- La levée des sanctions économiques et financières après que le Peuple malien et les autorités de la transition se seront accordés sur un chronogramme consensuel, dans le but de soulager les contraintes socioéconomiques imposées aux populations innocentes de la sous-région ;
- La mobilisation des pays limitrophes membres d'instances communes de coopération avec le Mali à l'instar de l'OMVS et du G5 Sahel, pour trouver une solution pacifique à la situation malienne ;
- L'exclusion de toute escalade militaire dont les conséquences pourraient être désastreuses pour les populations de la région. A ce titre, le CEDS de Dakar lance un vibrant appel aux Chefs d'État du Sénégal et de la Mauritanie pour qu'ils usent de leur leadership en vue d'un dénouement rapide de la situation.

Le CEDS de Dakar appelle, en outre, les parties prenantes sous régionales, à la vigilance pour la poursuite des négociations et des prises de décisions dans le cadre strictement africain, en ne tenant compte, qu'à titre consultatif, des avis des partenaires extérieurs.

Le CEDS de Dakar, à travers ses cadres de réflexion et de son vaste réseau d'anciens auditeurs implantés dans de nombreux pays de l'espace communautaire, se tient prêt à accompagner toute initiative visant à favoriser la reprise et la conduite d'un dialogue constructif entre les autorités de la transition et les plénipotentiaires de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest au travers d'une assistance et d'un appui conseil efficace discret et désintéressé.

Fait à Dakar, le 14 janvier 2022

Le Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques (CEDS) de Dakar